

Daartoe zal de Gewestelijke Directeur van de Directie-Registratie te Brussel maandelijks een ordonnantie opmaken op zicht van de in artikel 2 opgestelde verantwoordingsstukken.

Art. 4. De storting op het rekeningnummer van het Vast Wervingssecretariaat, zijnde een Staatsdienst met afzonderlijk beheer, gebeurt uiterlijk de dertigste dag van de maand volgend op die gedurende welke de inschrijvingsrechten werden geïnd.

De eerste storting in 1996 zal tevens de te verrichten regularisaties voor dat jaar bevatten.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 6. Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Directeur régional de la Direction-Enregistrement de Bruxelles établira mensuellement une ordonnance sur base de l'établissement des pièces justificatives visées à l'article 2.

Art. 4. Le versement au numéro de compte du Secrétariat permanent de recrutement, Service de l'Etat à gestion séparée, est effectué au plus tard le trentième jour du mois qui suit celui au cours duquel les droits d'inscription ont été perçus.

Le premier versement en 1996 comprendra en outre les régularisations à effectuer pour cette année.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1996.

Art. 6. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 98 — 2586

[C - 29408]

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire ou académique 1996-1997, un congé politique et de mettre par voie de conséquence les chefs d'établissement et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1996,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. L'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983 et 29 août 1985 et par le décret du 24 juin 1996 est complété par un point n. rédigé comme suit :

"n. politiques."

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 2. Un chapitre XIIbis, comprenant des articles 41 à 50, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992 et par le décret du 24 juin 1996;

"CHAPITRE XIIbis. — *Congé politique*

Article 41. Un congé politique facultatif est accordé par le Ministre compétent à la demande des membres du personnel visés à l'article 1^{er} dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés à l'alinéa 2.

Le membre du personnel peut, s'il échet, demander la réduction des prestations afférentes à la fonction ou aux fonctions auxquelles il est nommé aux trois quart ou à la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale, de membre du conseil de l'aide sociale ou de conseiller provincial.

Pour déterminer la fraction, est pris en considération comme nombre diviseur pour chacune des fonctions le nombre minimum d'heures ou de périodes requis pour constituer la fonction à prestations complètes.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies, selon le cas, à une heure ou à une période complète.

Article 42. Le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion ne peut bénéficier des dispositions de l'article 41.

4 Dans les Hautes écoles, les professeurs, les chefs de bureau d'études, les directeurs de catégorie et les directeurs-présidents ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 41.

Par dérogation à l'alinéa 2 de ce même article, le membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection et le membre du personnel auxiliaire d'éducation ne peuvent, s'il échet, solliciter la réduction de leurs prestations qu'à la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 41, les membres du personnel des Hautes écoles titulaires d'une fonction autre que celles visées à l'alinéa 2, ne peuvent, s'il échet, solliciter la réduction de leurs prestations qu'à la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

Article 43. Le congé politique facultatif visé à l'article 41 prend cours :

1° le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation au mandat politique concerné;

ou

2° le premier jour de l'année scolaire ou académique.

Ce congé politique facultatif expire :

1° le premier jour du mois qui suit la date de la perte du mandat;

ou

2° le dernier jour de l'année scolaire ou académique, vacances d'été comprises;

Article 44. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} sont mis en congé politique d'office par le Ministre compétent dans les limites et pour l'exercice des mandats politiques tels que précisés aux alinéas 2 et 3.

Le nombre d'heures ou de périodes afférent à la fonction ou aux fonctions auxquelles le membre du personnel est nommé est, s'il échet, réduit d'office :

1° aux trois quart du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

a) bourgmestre d'une commune de 30.001 à 50.000 habitants;

b) d'échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

2° à la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes pour l'exercice d'un mandat politique de :

a) bourgmestre d'une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

b) d'échevin ou de président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 80.001 à 130.000 habitants.

Pour déterminer la fraction, est pris en considération comme nombre diviseur pour chacune des fonctions le nombre minimum d'heures ou de périodes requis pour constituer la fonction à prestations complètes.

Les prestations restant à fournir doivent toujours être arrondies, selon le cas, à une heure ou à une période complète.

Le membre du personnel bourgmestre d'une commune de plus de 80.000 habitants ou échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune de plus de 130.000 habitants est mis en congé politique d'office pour la totalité de la charge ou des charges pour laquelle ou lesquelles il est nommé.

Article 45. Le congé politique d'office visé à l'article 44 prend cours le premier jour du mois qui suit la date de la prestation de serment subséquente à l'élection ou à la désignation au mandat politique concerné et expire le premier jour du mois qui suit la date de la perte du mandat.

Article 46. Le membre du personnel dont les prestations ont été réduites d'office sur base de l'article 44, alinéa 2, 1°, peut solliciter la réduction de ses prestations à la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes.

Le membre du personnel dont les prestations ont été réduites d'office sur base de l'article 44, alinéa 2, 2°, peut demander à être mis en congé politique pour la totalité de la charge ou des charges pour laquelle ou lesquelles il est nommé.

Article 47. Lorsqu'un membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion est mis en congé politique sur base des articles 44, alinéa 2, 1° et 2° et 46, alinéa 1, le Ministre peut, si les nécessités du service l'exigent, lui adjoindre à titre temporaire, pour la fraction de temps ainsi libérée, un membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection ou de recrutement de manière à assurer le continuité du service.

La fonction de sélection ou de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de promotion dont est titulaire le membre du personnel mis en congé politique d'office.

Dans les Hautes écoles, lorsqu'un professeur, un chef de bureau d'études, un directeur de catégorie ou un directeur-président est mis en congé politique sur base des articles 44, alinéa 2, 1° et 2° et 46, alinéa 1, le Ministre peut, si les nécessités du service l'exigent, lui adjoindre à titre temporaire, pour la fraction de temps ainsi libérée, un membre du personnel de manière à assurer la continuité du service.

Lorsqu'un membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection est mis en congé politique sur base de l'article 44, alinéa 2, 1°, le Ministre peut, si les nécessités du service l'exigent, lui adjoindre à titre temporaire pour la fraction de temps ainsi libérée, un membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement de manière à assurer la continuité du service.

La fonction de recrutement visée à l'alinéa précédent doit pouvoir donner accès à la fonction de sélection dont est titulaire le membre du personnel mis en congé politique d'office.

Dans les Hautes Ecoles, lorsqu'un membre du personnel non visé à l'alinéa 3 est mis en congé politique sur base de l'article 44, alinéa 2, 1°, le Ministre peut, si les nécessités du service l'exigent, permettre son remplacement à titre temporaire pour la fraction de temps ainsi libérée.

Lorsqu'un membre du personnel auxiliaire d'éducation est mis en congé politique sur base de l'article 44, alinéa 2, 1°, le Ministre peut, si les nécessités de service l'exigent, permettre son remplacement à titre temporaire pour la fraction de temps ainsi libérée.

La désignation d'un membre du personnel complémentaire telle que prévue aux alinéas 1, 3, 4, 6 et 7, se fera prioritairement par le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou par l'attribution d'un complément de charge à un membre du personnel qui n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré.

Article 48. Après sa réintégration, le membre du personnel ne peut cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un des mandats politiques visés par le présent arrêté et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Article 49. Les périodes couvertes par un congé politique sont assimilées à des périodes d'activité de service. Ces périodes ne sont cependant pas rémunérées.

Article 50. Pour l'application des articles 41 et 44, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale."

Art. 3. Dans le même arrêté, les articles 41 à 46 deviennent les articles 51 à 56 et les articles 43bis et 43ter deviennent respectivement les articles 53bis et 53ter.

Art. 4. Dans le même arrêté, à l'alinéa 1^{er} de l'article 43bis qui devient l'article 53bis, les termes "politique ou en congé" sont insérés entre les termes "en congé" et les termes "pour activité syndicale".

CHAPITRE III. — Dispositions dérogatoires et finales

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 43 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité y introduit par l'article 2 du présent arrêté, tout congé politique facultatif sollicité entre la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et le 31 décembre 1996 prendra cours le 1^{er} janvier 1997.

§ 2. Le membre du personnel titulaire, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un des mandats politiques visés à l'article 44 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité, est mis en congé politique d'office au 1^{er} janvier 1997 par dérogation à l'article 45 du même arrêté.

Le membre du personnel qui devient titulaire, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 1^{er} janvier 1997, d'un des mandats politiques visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, est également mis en congé politique d'office au 1^{er} janvier 1997 par dérogation à l'article 45 du même arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2586

[C - 29408]

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijkonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1971, 18 maart 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, door de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 27 april 1995 en 9 januari 1996;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977, 30 maart 1981, nr. 69 d.d. 20 juli 1982, van 28 april 1983, bij de herstellwet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten d.d. 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992 en het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 10 september 1996,

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1996;

Gelet op het protocol d.d. 14 oktober 1996 van Sectorcomité IX en van het comité voor plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 januari 1980, 16 juni 1989 en 11 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak, de personeelsleden in staat te stellen van bij de aanvang van het jaar 1996-1997 politiek verlof aan te vragen en de inrichtingshoofden en het bestuur de mogelijkheid te geven de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 21 oktober 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Artikel 1. Artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd op 20 juli 1982, 16 februari 1983, 29 augustus 1985 en 24 juni 1996, wordt aangevuld als volgt :

« n. politiek verlof »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 2. Onderstaand hoofdstuk XIIbis, met de artikelen 41 tot 50, wordt in voormeld koninklijk besluit van 15 januari 1974 ingevoegd :

« **HOOFDSTUK XIIbis.** — *Politiek verlof* »

Artikel 41. Facultatief politiek verlof wordt door de bevoegde Minister toegekend op verzoek van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bepaald in het 2e lid.

Het personeelslid kan eventueel vragen dat zijn prestaties in het of de ambten waarin hij benoemd is, verminderd worden tot ¾ of de helft van het aantal uren of lestijden vereist voor het voltijds ambt, om een mandaat als burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn of provincieraadslid uit te oefenen.

Voor de bepaling van de breuk komt als deler in aanmerking voor elk ambt het minimumaantal uren of lestijden vereist voor het voltijds ambt.

De resterende prestaties moeten steeds afgerond worden tot een vol uur of lestijd.

Artikel 42. Het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt kan het voordeel van artikel 41 niet genieten.

In de Hogescholen kunnen de hoogleraar, hoofd studie bureau, categoriale directeurs en directeurs-voorzitters het voordeel van artikel 41 niet genieten. In afwijking van het 2e lid van dat artikel kunnen de titularis van een selectieambt en een lid van het opvoedend hulppersoneel enkel de vermindering van hun prestaties vragen tot de helft van het aantal uren of lestijden vereist voor een voltijds ambt.

In afwijking van hetzelfde lid kunnen personeelsleden van de hogescholen, die titularis zijn van een ander ambt dan die, bedoeld in het 2e lid, enkel vermindering van hun prestaties vragen tot de helft van het aantal uren of lestijden vereist voor een voltijds ambt.

Artikel 43. Het in artikel 41 bedoelde facultatief politiek verlof gaat in op de eerste dag :

1° van de maand volgend op de eedaflegging na de verkiezing of aanstelling in het politiek mandaat,

of

2° van het school- of academiejaar.

Het verstrijkt op :

1° de le dag van de maand na het verlies van het mandaat,

of

2° de laatste dag van het school- of academiejaar, zomervakantie inbegrepen.

Artikel 44. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden van ambtswege in politiek verlof gesteld door de bevoegde Minister binnen de perken en voor de uitoefening van de mandaten bedoeld in het 2e en het 5e lid.

Het aantal uren of lestijden die betrekking hebben op het ambt of de ambten waarvoor het personeelslid is benoemd, wordt van ambtswege teruggebracht op :

1° drie vierde van het aantal uren of lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van:

a) burgemeester van een gemeente van 30.001 tot 50.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

2° de helft van het aantal uren of lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties, voor het uitoefenen van een politiek mandaat van:

a) burgemeester van een gemeente van 50.001 tot 80.000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 80.001 tot 130.000 inwoners;

Om de breuk te bepalen wordt als deler in aanmerking genomen voor elk ambt het minimumaantal uren of lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties.

De nog te leveren prestaties moeten altijd op een volledig uur of lestijd afgerond worden.

Het personeelslid, burgemeester van een gemeente van meer dan 80.000 inwoners, of schepen of voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van meer dan 130.000 inwoners, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld voor de gehele opdracht(en) waarvoor hij is benoemd.

Artikel 45. Het in artikel 44 bedoeld politiek verlof van ambtswege gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de eedaflegging na de verkiezing of de aanstelling voor het betrokken politiek mandaat en neemt een einde op de eerste dag van de maand die op de datum van het mandaatverlies volgt.

Artikel 46. Het personeelslid wiens prestaties van ambtswege op grond van artikel 44, lid 2, werden verminderd mag het terugbrengen aanvragen van zijn prestaties tot de helft van het aantal uren of lestijden vereist voor het ambt met volledige prestaties.

Het personeelslid wiens prestaties op grond van artikel 44, lid 2, 2° van ambtswege werden verminderd mag vragen om in politiek verlof te worden gesteld voor de volledige opdracht(en) waarvoor hij is benoemd.

Artikel 47. Wanneer een personeelslid, titularis van een bevorderingsambt, in politiek verlof wordt gesteld op grond van de artikelen 44, lid 2, 1° en 2° en 46, lid 1, mag de Minister, indien de dienstbehoefte zulks eisen, hem tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen dat titularis van een selectie- of wervingsambt is zodat de dienst verzekerd kan blijven.

Het in vorig lid bedoelde selectie- of wervingsambt moet toegang tot het bevorderingsambt verlenen waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is.

Wanneer een hoogleraar, hoofd studie bureau, categoriaal directeur of voorzitter-directeur in politiek verlof wordt gesteld in hogescholen op grond van de artikelen 44, lid 2, 1° en 2° en 46, lid 1, kan de Minister, indien de behoeften van de dienst zulks vergen, hem tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen zodat de dienst verzekerd blijft.

Wanneer een personeelslid, titularis van een selectieambt, op grond van de artikelen 44, lid 2, 1° in politiek verlof wordt gesteld, kan de Minister hem, indien de dienstbehoefte zulks vergen, tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk een personeelslid toevoegen zodat de dienst kan verzekerd blijven.

Het in vorig lid bedoelde wervingsambt moet toegang verlenen tot het bevorderingsambt waarvan het van ambtswege in politiek verlof gestelde personeelslid titularis is. Wanneer een in lid 3 niet bedoeld personeelslid in politiek verlof wordt gesteld op grond van artikel 44, lid 2, 1° in de hogescholen, kan de Minister, indien de behoeften van de dienst zulks vergen, hem tijdelijk voor de vrijgeworden tijdsbreuk laten vervangen.

Wanneer een lid van het opvoedend hulppersoneel in politiek verlof, op grond van artikel 44, lid 2, 1°, wordt gesteld, kan de Minister, indien de dienstbehoefte zulks vergen, tijdelijk laten vervangen voor de vrijgeworden tijdsbreuk.

De aanstelling van een bijkomend personeelslid zoals bepaald in de leden 1, 3, 4, 6 en 7 gebeurt bij voorrang door de voorlopige terugroeping in dienstactiviteit van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid of door toekenning van een aanvullende opdracht aan een personeelslid dat in zijn inrichting wegens ontstentenis van betrekking een aantal uren gelijk aan het aantal waarvoor hij wordt betaald, niet meer presteert.

Artikel 48. Na zijn wederopname mag het personeelslid zijn wedde niet cumuleren met voordelen die gebonden zijn aan de uitoefening van een door dit besluit bedoeld politiek mandaat en die als wederaanpassingsvergoeding dienen.

Artikel 49. De door een politiek verlof gedekte tijdperken worden met tijdperken van dienstactiviteit gelijkgesteld. Deze tijdperken worden echter niet bezoldigd.

Artikel 50. Voor de toepassing van de artikelen 41 en 44 wordt het aantal inwoners overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet vastgelegd. »

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen 41 tot en met 46, de artikelen 51 tot en met 56 en worden de artikelen 43 en 43bis de artikelen 53bis en 53ter.

Art. 4. In hetzelfde besluit worden in lid 1 van artikel 43bis dat artikel 53bis wordt de woorden « of in politiek verlof » ingevoegd na de woorden « om vakbondsactiviteiten ».

HOOFDSTUK III. — Slot- en afwijkingsbepalingen.

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 43 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d.15 januari 1979, ingelast bij artikel 2 van dit besluit, gaat elk facultatief politiek verlof, aangevraagd tussen de datum van inwerkingtreding van het besluit en 31 december 1996, op 1 januari 1997 in.

§ 2. Het personeelslid dat bij de inwerkingtreding van dit besluit titularis is van een politiek mandaat bedoeld in artikel 44 van het koninklijk besluit d.d.15 januari 1974, wordt van ambtswege in politiek verlof gesteld op 1 januari 1997 in afwijking van artikel 45 van hetzelfde besluit.

Het personeelslid dat, tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 1 januari 1997, titularis wordt van een in lid 1 van deze paragraaf bedoeld politiek mandaat wordt van ambtswege op 1 januari 1997 in politiek verlof gesteld in afwijking van artikel 45 van hetzelfde besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 7. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX.

F. 96 — 2567

(C - 29409)

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1^{er} décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1976, 20 décembre 1976, 10 février 1981, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 29 août 1985 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1968, 21 octobre 1968, 30 mai 1975, 25 novembre 1976, 20 décembre 1976, 16 décembre 1976, par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 1^{er} février 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 17 avril 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993, 7 juillet 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995, 2 juin 1995 et par le décret du 24 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 septembre 1996;

Vu le protocole du 14 octobre 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux membres du personnel de solliciter dès la rentrée scolaire ou académique 1996-1997 un congé politique et de mettre par voie de conséquence les chefs d'établissement et l'administration en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;